

Ailleurs, - au Cachemire, le long de la frontière sino-vietnamienne, et entre les Khmers et les Vietnamiens -, de vieux antagonismes et d'anciens conflits idéologiques persistent malgré la détente de la guerre froide.

Par conséquent, ce qui se passe en Europe se traduit en Asie par une réduction des tensions entre les superpuissances et par une diminution de la participation des superpuissances. Mais cette réduction des tensions est loin d'être totale et elle n'a pas permis d'éliminer des conflits qui ont toujours été - ou sont devenus - de nature locale. Certaines préoccupations relatives à la sécurité en Asie n'ont pas été apaisées et, si on ne s'en occupe pas, elles peuvent menacer la paix régionale, voire la paix mondiale.

À cet égard, des différences remarquables ont caractérisé la structure de la sécurité dans la région du Pacifique et celle qui touche à l'Amérique du Nord, à l'URSS et à l'Europe. Pendant la guerre froide, un réseau d'alliances militaires et d'organismes de coopération économique ont permis de coordonner le comportement des États et de limiter les conflits. Maintenant que nous entrons dans l'après-guerre froide, un nouvel ensemble d'institutions est en train de voir le jour, sous forme d'alliances transformées, d'une Communauté européenne élargie et unifiée et d'un processus institutionnalisé de CSCE.

Il n'existe pas d'organismes asiatiques équivalents. Il n'y a pas d'OTAN, pas de Pacte de Varsovie, pas de CSCE. Il n'y a pas d'organismes régionaux où les dirigeants et les représentants peuvent se rencontrer régulièrement pour échanger leurs points de vue et bâtir de nouvelles ententes. La seule exception est l'ASEAN, un organisme régional que le Canada estime. Mais l'ASEAN ne peut combler plus d'une partie du vide que nous constatons, en raison du nombre limité de ses membres.

Selon nous, cette différence ne constitue pas uniquement une distinction entre les régions. Elle dénote une lacune. S'il y a une leçon à tirer des récentes décennies, c'est que la prospérité économique ne peut durer longtemps sans une structure propice aux relations institutionnelles et sans sécurité stable, au même titre que la sécurité est menacée en l'absence de force économique et de justice sociale.

Cette sécurité, cette prospérité, cette justice auront plus de chances de s'instaurer dans des pays qui se parlent entre eux, qui travaillent ensemble. Peu importe l'enjeu, tout processus menant à la paix commence par un échange. Un échange où l'on ne convient pas nécessairement que son interlocuteur a raison, simplement qu'il a un point de vue légitime. Un échange où l'on accepte le fait que, la plupart du temps, il ne peut y avoir que des gagnants - ou que des perdants.